

Date de dépôt : 9 juin 2009

Réponse du Conseil d'Etat

à l'interpellation urgente écrite de M. Fabiano Forte : quartier des Pâquis, quel bilan criminogène ?

Mesdames et
Messieurs les députés,

En date du 15 mai 2009, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une interpellation urgente écrite qui a la teneur suivante :

Il ne se passe plus un jour où l'auteur de la présente interpellation n'est pas sollicité par des habitants ou des associations du quartier des Pâquis qui expriment leur lassitude face à la dégradation de la situation sécuritaire de leur quartier.

Ces derniers envisageraient même de former une milice citoyenne ou d'engager des services de sécurité privés pour pallier une situation devenue insupportable. Certains parlent de déménager, tandis que des commerçants songent à s'installer ailleurs.

Les évènements survenus dimanche 26 avril 2009 démontrent une nouvelle fois que le rétablissement de l'ordre et de la sécurité dans ce quartier, comme dans d'autres, doit faire l'objet d'une attention prioritaire.

D'autre part, l'arrivée de l'été et son lot de manifestations publiques, lors desquelles une plus forte concentration de population se trouve dans cette zone géographique, laisse craindre une recrudescence d'actes de violence et de criminalité.

Ma question est donc la suivante :

Le Conseil d'Etat peut-il présenter au Grand Conseil le bilan criminogène du quartier des Pâquis et les mesures qu'il a prises et entend prendre afin de rétablir l'ordre public dans ce quartier depuis le mois de juin à nos jours ?

REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

Compte tenu de la présence en nombre et quasi-permanente de trafiquants de drogue et de voleurs « à la Zizou » dans le quartier des Pâquis, la police a monté l'opération « All Inclusive », qui s'est déroulée en quatre phases les 6, 8, 13 et 20 mai 2009.

Cette opération poursuivait notamment les buts suivants :

- mener une action massive de contrôles dans un secteur donné et préalablement reconnu;
- contrôler et identifier tous les potentiels dealers et/ou consommateurs, acteurs de la criminalité de rue, ainsi que les personnes susceptibles d'être recherchées pour d'autres infractions;
- être en mesure de redéployer le dispositif dans un autre secteur que les Pâquis.

La police a pu compter sur l'appui du service du commerce pour le traitement du volet concernant les mesures administratives dirigées contre les établissements publics en infraction ou servant de base arrière pour les dealers.

Le bilan chiffré de l'opération figure sur le tableau joint en annexe.

Au-delà des chiffres, « All Inclusive » a permis de rassurer la population des Pâquis en lui démontrant que la police conserve la capacité de mener à bien des actions d'ampleur; cette opération a permis de créer un terrain favorable pour les actions envisagées au cours de ces prochains mois.

Cet été, la police reconduira l'opération « NEMO », menée avec succès l'an dernier, visant à assurer la sécurité publique sur les quais des deux rives du lac. Les forces de l'ordre seront présentes lors des événements festifs de masse organisés pendant la période estivale et offriront à la population genevoise, en collaboration avec les agents de sécurité municipaux, les prestations de police secours et de police de proximité propres à garantir sa sécurité.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte de la présente réponse.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

Le chancelier :
Robert HENSLER

Le président :
David HILER

Annexe mentionnée

« ALL INCLUSIVE »

Bilan chiffré de l'opération

	Phase					Totaux
	1a	1b	2	3	4	
Personnes interpellées, conduites à NHP	32	22	90	43	43	230
Résultats :						
I.E - Exécutées par arrestations	1		3	4		7
I.E. - Notification	1	1	1		1	4
Assignations territoriales	1					1
Parutions « Sirène »	1			3		4
Art 115 Letr		1	5	3	1	10
Parution au RIPOL		1		1	1	3
Mandat d'arrêt (exécution)			1		1	1
Auditions			3		4	7
Saisie de Natels			2			2
AFIS					14	14
Contraventions stupéfiants	2	1			1	4
Contraventions mendicité					4	4
Contraventions diverses					1	1
Contraventions - encaissements			3		2	5
Saisies de stupéfiants :						
Cocaïne (gr)	5.6			1		1
Haschich (gr)	1.1		32			33.1
Marijuana (gr)	6.7	0.2	40			46.9
Non précisé (gr)				11.1		11.1
Oppositions aux actes de l'autorité	1					1

Basé sur les données des rapports OGS.

Explication de termes :

I.E. : Interdiction d'Entrer sur le territoire de la Confédération helvétique, décision judiciaire.

Sirène : Bureau national de recherche de personnes dans le cadre du système d'information Schengen. Géré par Fedpol, il fait le lien avec les bureaux Sirène des autres membres de l'espace Schengen.

AFIS : Fichier centralisé permettant l'identification de personnes étrangères sur la base de leurs empreintes digitales (système de la Confédération).